

## **DOCUMENT UNIQUE**

### **Marché public à procédure adaptée**

(Article R. 2123-1 du code de la commande publique)

#### **Objet du marché :**

Réalisation d'une étude technique et financière de l'extension du réseau radio COMATIS de la DREAL Centre-Val de Loire et de la DREAL Nouvelle Aquitaine pour couvrir les stations de la Dordogne amont

#### **Date limite de réception des offres :**

12 novembre 2025 à 23h00

Code GM : 40.01.08 - Étude à caractère général

Code(s) CPV de la consultation : Valeur principale : 79314000-8 - Étude de faisabilité

Code CPV secondaire : 32260000-3 – Matériel de transmission de données

## **Pouvoir adjudicateur**

État - Préfecture de la région Centre-Val de Loire et du Loiret

DREAL (Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Centre-Val de Loire)

## **Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)**

Le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement du Centre-Val de Loire

5 avenue Buffon – CS 96 407

45 064 Orléans Cedex 2

Tél. : 02-36-17-41-41

Fax : 02-36-17-41-01

Mail : [dreal-centre@developpement-durable.gouv.fr](mailto:dreal-centre@developpement-durable.gouv.fr)

## **Comptable public assignataire**

Monsieur le Directeur Régional des Finances Publiques du Centre-Val-de-Loire

6 avenue de Concy - CS30013, 45 071 ORLEANS Cedex 2

## 1. Table des matières

<b>1. Table des matières .....</b>	<b>2</b>
<b>REGLEMENT DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>5</b>
1. Objet du marché.....	5
2. Remise des plis .....	5

3. Composition des plis à remettre par les candidats .....	5
3.1 Un premier sous dossier relatif à la candidature .....	5
3.2 Un second sous dossier relatif à l'offre .....	6
4. Validité des offres .....	6
5. Examen des offres .....	7
5.1 Critères d'analyse des offres .....	7
6. Analyse des offres.....	7
6.1 Coordonnées du service pouvant fournir des renseignements d'ordre technique ou administratif.....	8
6.2 Conditions d'envoi ou de remise de l'offre .....	8
7. Attribution .....	9
7.1 Documents à produire au stade de l'attribution du marché.....	10
7.2 Mise au point .....	10
7.3 Signature du marché.....	10
8. Modalités de signature électronique .....	10
<b>CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES .....</b>	<b>12</b>
1. Procédure.....	12
2. Durée .....	12
3. Lieu(x) d'exécution .....	12
4. Allotissement .....	12
5. Fractionnement des prestations.....	12
6. Variantes .....	12
7. Prestations supplémentaires éventuelles .....	12
8. Documents contractuels .....	12
9. Considérations sociales.....	13
10. Considérations environnementales .....	13
11. Négociation.....	13
12. Régime financier : prix, facturation, délai de paiement, pénalités.....	13
12.1 Prix : .....	13
12.2 Avance : .....	14
12.3 Modalités de paiement et de facturation : .....	14
12.4 Délai global de paiement .....	15
12.5 Pénalités.....	15
15. Remplacement des intervenants .....	16
16. Litige.....	16
15.1 Règlement amiable des litiges .....	16
15.1 Juridiction compétente .....	16
16. Dérogations au CCAG.....	16
<b>CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES .....</b>	<b>17</b>
<b>1. Contexte.....</b>	<b>17</b>
<b>2. Objet du marché.....</b>	<b>17</b>

2.1. Les spécificités du réseau radio de la DREAL.....	17
2.2. Description des prestations .....	18
2.3. Description des éléments fournis au titulaire .....	19
<b>3. Pilotage et planning de l'étude .....</b>	<b>19</b>
3.1 Réunions .....	19
3.2 Délai.....	19
<b>ACTE D'ENGAGEMENT.....</b>	<b>20</b>
1. Engagement du titulaire ou du groupement titulaire.....	20
1.1 Identification et engagement du titulaire ou du groupement titulaire .....	20
1.2 Nature du groupement et, en cas de groupement conjoint, répartition des prestations .....	21
1.3 Compte (s) à créditer .....	22
2. Avance (article R. 2191-3 ou article R. 2391-1 du code de la commande publique).....	22
3. Durée .....	23
4. Signature du marché public par le titulaire individuel ou, en cas groupement, le mandataire dûment habilité ou chaque membre du groupement.....	23
4.1 Signature du marché public par le titulaire individuel :.....	23
4.2 Signature du marché public en cas de groupement : .....	23
5. Identification et signature de l'acheteur. ....	24

# REGLEMENT DE LA CONSULTATION

## 1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation d'une étude technique et financière de l'extension du réseau radio COMATIS de la DREAL Centre-Val de Loire et de la DREAL Nouvelle Aquitaine pour couvrir les stations de la Dordogne amont.

Le présent marché est un marché de Techniques de l'Information et de la Communication (TIC).

Code GM : 40.01.08 - Étude à caractère général

Code(s) CPV de la consultation : Valeur principale : 79314000-8 - Étude de faisabilité

Code CPV secondaire : 32260000-3 – Matériel de transmission de données

## 2. Remise des plis

Les pièces constitutives sont à transmettre **exclusivement par voie dématérialisée** sur la plate-forme des achats de l'État (PLACE) : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) sous la référence **DREAL\_ETUDE\_RADIO\_2025**.

Les plis, enregistrés dans l'ordre d'arrivée, doivent parvenir avant la date et heure limite de réception des offres fixée au : **12 novembre 2025 à 23h00**.

L'attention du candidat est appelée sur le fait que l'ensemble des échanges au cours de la procédure de passation seront réalisés à l'adresse électronique indiquée dans l'acte d'engagement.

Cette adresse doit donc être régulièrement consultée et l'adresse du profil acheteur doit avoir été identifiée comme expéditeur légitime afin d'éviter l'orientation des messages adressés au candidat par le RPA via le profil acheteur vers les courriers indésirables.

## 3. Composition des plis à remettre par les candidats

### 3.1 Un premier sous dossier relatif à la candidature

En cas de groupement d'opérateurs, la forme de celui-ci est libre.

Néanmoins, en cas de groupement conjoint, le mandataire devra être solidaire.

Les candidats devront fournir les documents exigés à l'article R. 2143-3 du code de la commande publique. Pour y satisfaire, ils utiliseront les documents suivants, téléchargeables sur le site internet du Ministère de l'Économie à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>:

DC1 (lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses co-traitants),

DC2 (déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement). En cas de groupement, le DC2 doit être produit par chaque membre du groupement.

DC4 (acte de sous-traitance), le cas échéant.

Ils fourniront également :

- Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat (Extrait KBIS et/ou délégation de signature) ;  
Le candidat communiquera les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché.
- Le chiffre d'affaires au cours des trois dernières années ;
- La déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat sur les 3 dernières années ;
- Une liste des principales prestations similaires effectuées au cours des 3 dernières années indiquant le montant, la date et le donneur d'ordre accompagné des attestations du donneur d'ordre ou, à défaut, d'une déclaration du candidat ;
- Une liste des moyens techniques qui seront mis en œuvre dans le cadre de la prestation ;
- Les titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et spécifiquement l'équipe qui sera en charge de la conduite des prestations objet de cette consultation.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques ou financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels le candidat s'appuie pour présenter sa candidature (groupement ou sous-traitance) en application de l'article R. 2143-12 du code de la commande publique, il produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur.

### 3.2 Un second sous dossier relatif à l'offre

L'offre du candidat comporte les pièces suivantes :

- Un acte d'engagement à compléter et signer dans le présent document ;
- Une note méthodologique accompagnée d'un planning d'exécution de la prestation ;
- Une offre financière détaillée signée par le titulaire. L'offre devra comporter l'ensemble des frais afférents à la prestation ;
- Un relevé d'identité bancaire ;
- Le cas échéant, la demande d'acceptation des sous-traitants et d'agrément de leurs conditions de paiement ;
- Le cas échéant, la part des prestations que le soumissionnaire a l'intention de sous-traiter, notamment à des petites et moyennes entreprises ;

Il est rappelé que la note méthodologique devient contractuelle à la notification du marché. Ainsi, les informations qu'elle contient, constituent un engagement par le candidat.

En cas de groupement à comptes séparés, la répartition des prestations entre chaque membre du groupement doit être précisée dans l'acte d'engagement ainsi que dans l'offre financière.

## **4. Validité des offres**

Les offres ont une durée de validité de 90 jours.

Nature de l'attributaire, le marché sera conclu :

- Soit avec un entrepreneur unique,
- Soit avec des entrepreneurs groupés ; dans ce cas indiquer le nom du mandataire. En cas de groupement conjoint, le mandataire doit être solidaire financièrement.

Chaque candidat ne pourra remettre, pour la présente consultation, qu'une seule offre en agissant en qualité soit de candidat individuel, soit de membre d'un groupement.

## 5. Examen des offres

### 5.1 Critères d'analyse des offres

Critère 1 : Technique	60 %
Méthodologie proposée	20 %
Composition de l'équipe dédiée et pilotage de la prestation	20 %
Délai pour réaliser la prestation	20 %
Critère 2 : Prix	40 %

## 6. Analyse des offres

### Méthodologie de notation :

#### Concernant le critère 1. Technique

Chaque sous-critères sera analysé au regard des éléments suivants :

Note	Évaluation	Justification
0	Nul ou non traité dans le mémoire	Élément absent ou ne répondant pas aux exigences.
1	Insuffisant	Élément présent, traité de façon <b>théorique</b> ou de principe.
2	Faible	Élément présent, présentant par rapport aux exigences <b>plus d'inconvénients</b> que d'avantages.
3	Répondant de façon moyenne aux exigences	Élément présent, répondant partiellement aux exigences ou présentant par rapport aux exigences des avantages et des inconvénients <b>s'équilibrant</b> .
4	Répondant de façon globalement satisfaisante aux exigences	Élément présent, présentant par rapport aux exigences <b>plus d'avantages</b> que d'inconvénients.
5	Répondant de façon très satisfaisante aux exigences	Élément présent, <b>complet</b> et pertinent, <b>sans inconvénients</b> par rapport aux exigences.

Chaque sous-critère obtiendra une note sur 5 qui sera ensuite ramenée sur 20.  
Ensuite, les notes des sous-critères seront additionnées pour donner une note sur 60.

### **Concernant le critère 2. Prix**

L'offre proposant le montant le moins élevé obtiendra la note prix maximale de 40.  
Les notes des autres offres seront calculées selon la formule suivante et arrondies à la deuxième décimale inférieure :

$$Noteprix = \frac{MIN}{M} \times 40$$

Avec :

$MIN$  = montant de l'offre la moins chère ;

$M$  = montant de l'offre considérée ;

40 = la note maximale qu'une offre peut obtenir.

Conformément aux articles L.2152-5 et 6 et R.2152-3 à 5 du code de la commande publique, dans le cas où leurs offres paraîtraient anormalement basses, les candidats devront être en mesure de fournir toutes les justifications sur la composition de l'offre qui leur seront demandées par le pouvoir adjudicateur permettant d'apprécier si l'offre présente bien toutes les garanties de bonne exécution des prestations.

La note finale est obtenue par la somme des notes intermédiaires, puis ramenée sur 20.

Ainsi, la note de l'offre sera :

$$Noteoffre = \left( \frac{Notete(Technique) + Note(Prix)}{100} \right) \times 20$$

Les offres sont classées par ordre décroissant de note finale obtenue. Le candidat dont l'offre est arrivée en première position est pressenti pour l'attribution du marché.

Dans le cas où deux offres obtiennent la même note finale, la note du critère n° 1, la plus élevée déterminera le candidat pressenti.

#### **6.1 Coordonnées du service pouvant fournir des renseignements d'ordre technique ou administratif**

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif ou technique qui leur seraient nécessaires durant la consultation, les candidats devront utiliser les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>), ils recevront en retour une réponse par voie électronique par l'intermédiaire de cette plate-forme. Ils devront déposer leurs questions au plus tard 5 jours avant la date limite de remise des offres.

Une réponse sera alors adressée en temps utile à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 3 jours avant la date limite de remise des offres.

#### **6.2 Conditions d'envoi ou de remise de l'offre**

Les offres sont à déposer sur la Plate-forme des Achats de l'État (PLACE) [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)



Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les prérequis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation sous la référence : **DREAL\_ETUDE\_RADIO\_2025**

En outre, cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page 1 du présent règlement ;
- La durée de la transmission de l'offre est en fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs ;
- Les documents à fournir devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, sxi, sxd, odt, ods, odp, odg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Les candidatures et les offres seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que tous les documents de présentation associés.

Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue par le maître de l'ouvrage dans le délai fixé pour la remise des offres. Les autres documents sont refusés sans être ouverts.

Les candidats appliquent le même mode de transmission à l'ensemble des documents qu'ils adressent au pouvoir adjudicateur.

La copie de sauvegarde, prévue à l'article R. 2132-11 du code de la commande publique, doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible « copie de sauvegarde » ainsi que les mentions suivantes :

#### **COPIE DE SAUVEGARDE**

DREAL CENTRE-VAL DE LOIRE, SHPECI  
5, avenue Buffon - CS 96407  
45064 ORLÉANS - CEDEX 2

Offre pour « intitulé de la consultation »

Nom du candidat ou des membres du groupement candidat (\*) :

**« NE PAS OUVRIR »**

(\*) En cas de groupement, l'identité du mandataire sera précisée.

Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le Pouvoir Adjudicateur ne feront pas l'objet d'une réparation, le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte. Si cette dernière comportait elle aussi un programme informatique malveillant, les candidatures ou les offres seraient réputées n'avoir jamais été reçues.

## **7. Attribution**

Le marché est attribué au soumissionnaire dont l'offre est économiquement la plus avantageuse, au regard des critères d'attribution énoncés dans le présent règlement de la consultation.  
Les soumissionnaires évincés sont informés du rejet de leur offre dans les conditions fixées à l'article R.2181-1 et suivants du code de la commande publique.

### 7.1 Documents à produire au stade de l'attribution du marché

Pour l'application des articles L. 2141-1 à L. 2141-14 du code de la commande publique, le candidat susceptible d'être retenu devra fournir, à la demande et dans le délai qui sera fixé par le RPA :

- des déclarations sur l'honneur, datées et signées par le signataire de l'acte d'engagement et par un dirigeant nommément cité au Kbis, attestant qu'ils ne se trouvent pas dans un cas d'interdictions des articles L. 2141-1 à L. 2141-14 du code de la commande publique. (voir modèle en annexe 1) ;
- les certificats fiscaux et sociaux de moins de 6 mois ;
- les pièces prévues aux articles R. 1263 (copie de la déclaration de détachement de travailleurs), D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 (attestation sociale ou documents relatifs aux contractants étrangers ou liste nominative des salariés étrangers) du Code du travail ;
- attestation d'assurance indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie. Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

### 7.2 Mise au point

L'acheteur et le soumissionnaire retenu peuvent procéder à une mise au point des composantes du marché. Cette mise au point ne peut avoir pour objet de modifier des éléments substantiels de l'offre ou du présent marché.

### 7.3 Signature du marché

Le marché est signé par le soumissionnaire retenu au moyen de l'acte d'engagement qui lui est adressé par l'acheteur.

En cas de signature électronique, elle devra respecter les exigences prévues à l'article "MODALITES DE SIGNATURE ELECTRONIQUE"

## **8. Modalités de signature électronique**

Chaque document à signer doit être signé individuellement.

Un dossier compressé signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. Quel que soit le format du dossier compressé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Des renseignements complémentaires au sujet de la signature électroniques peuvent être obtenus :

- dans PLACE (guide d'utilisation- utilisateur entreprise) ;

- dans le guide « très pratique » sur la dématérialisation des marchés public (version opérateurs économiques) disponible sur le site internet de la Direction des Affaires juridiques des ministères économiques et financiers

En application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, le signataire doit respecter les conditions relatives :

- au certificat de signature électronique ;
- à l'outil de signature électronique (appelé aussi « dispositif de création de signature électronique »)

La signature électronique doit reposer sur un certificat qualifié, conforme au Règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS).

Sont autorisées :

- la signature électronique avancée avec certificat qualifié (niveau 3)
- la signature électronique qualifiée (niveau 4)

Quel que soit l'outil utilisé, celui-ci ne doit ni modifier le document signé ni porter atteinte à son intégrité. Le signataire, titulaire du certificat de signature, doit avoir le pouvoir d'engager la société. Il peut s'agir soit du représentant légal de la société soit d'une personne qui dispose d'une délégation de signature. Dans la situation d'un groupement d'opérateurs économiques, soit tous les membres du groupement signent, soit le mandataire qui doit justifier des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

## 1. Procédure

Ce marché est passé selon une procédure adaptée conformément aux dispositions de l'article R. 2123-1 et suivants du code de la commande publique.

Le présent marché est soumis aux dispositions du CCAG suivant : CCAG-TIC.

## 2. Durée

La durée du présent marché est fixé à 4 mois non reconductible.

Le délai d'exécution de la prestation est d'1 mois.

## 3. Lieu(x) d'exécution

Les prestations seront exécutées dans les locaux du titulaire.

## 4. Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti.

## 5. Fractionnement des prestations

Le présent marché ne comporte pas de tranches.

## 6. Variantes

Les soumissionnaires ne sont pas autorisés à présenter de variantes à leur initiative.

## 7. Prestations supplémentaires éventuelles

Le présent marché ne comporte pas de prestations supplémentaires éventuelles.

## 8. Documents contractuels

- Le présent document valant acte d'engagement (AE), cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et cahier des clauses techniques particulières (CCTP). L'Acte d'engagement est à compléter et signer par le candidat ;
- L'offre financière signée par le titulaire ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication ;

- La note méthodologique du candidat et le planning.

## 9. Considérations sociales

Le présent marché ne comporte pas de considérations sociales.

## 10. Considérations environnementales

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental : le titulaire utilise, sauf nécessité dûment justifiée, les échanges par voie dématérialisée (courriel, vidéoconférence, audioconférence, etc.).

## 11. Négociation

Le représentant de l'acheteur se réserve la possibilité de négocier.

Cette négociation pourra porter sur les aspects financiers et techniques de l'offre.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera éliminée.

La négociation pourra être engagée avec les trois candidats les mieux classés, par écrit (lettres, fax et/ou courriels) ou par oral dans les délais indiqués par le pouvoir adjudicateur.

A défaut de nouvelle proposition dans les délais impartis, seule la première offre du candidat sera prise en considération.

S'agissant des offres remises après négociation, le délai de validité des offres est apprécié à partir de la remise des offres définitives.

## 12. Régime financier : prix, facturation, délai de paiement, pénalités

### 12.1 Prix :

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant au mois de la date limite de remise des offres.

Ils s'entendent hors taxes et seront majorés de la taxe sur la valeur ajoutée au taux légal en vigueur.

### **ACTUALISATION**

Une actualisation des prix est prévue au marché en cas de retards pris entre la date de remise des offres et la date de notification.

Cette actualisation sera déterminée par la formule suivante :

$$P = P_0 \times [\text{SYNTEC}(n-3)/\text{SYNTEC}(M_0)]$$

Dans laquelle :

P = prix actualisé HT

P<sub>0</sub> = prix initial HT

SYNTEC(n-3) = valeur de l'index SYNTEC à la date de commencement des prestations moins 3 mois.

SYNTEC(M<sub>0</sub>) = valeur de l'index SYNTEC en vigueur au mois d'établissement des prix

### 12.2 Avance :

Une avance pourra être accordée au titulaire du marché en application de l'article R. 2191-4 du code de la commande publique.

Le taux de l'avance est fixé à 10 % du montant initial toutes taxes comprises du marché. Si le prestataire est une PME, le taux de l'avance est fixé à 30 %.

En cas de groupement d'opérateurs économiques à comptes séparés, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R.2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

### 12.3 Modalités de paiement et de facturation :

Le paiement interviendra à l'issue de l'exécution de la prestation, après certification du service fait par l'acheteur et remise des livrables. Le montant payé correspond aux prestations réalisées telles que chiffrées dans l'offre financière.

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement)
- la référence du marché (numéro d'engagement juridique)
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries
- la date de livraison effective des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

En cas de première mise en place de la facturation électronique et dans le respect de l'obligation de transmission des factures par voie dématérialisée telle que précisée à l'article 3 de l'ordonnance n°2014-697 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire dispose d'un délai maximum de trois mois, à compter de la notification, pour être opérationnel dans la mise en œuvre de la facturation par voie dématérialisée.

#### 12.4 Délai global de paiement

Conformément à l'article R. 2192-10 du code de la commande publique, le paiement est effectué, après vérification du service fait, dans un délai maximum de 30 jours (délai global de paiement) par mandat administratif à compter de la date de réception de la facture, sous réserve des conditions suivantes :

- prestations reconnues conformes en tous points aux engagements ;
- aucune erreur ou anomalie relevée lors de la vérification de la facture.

Le dépassement de ce délai ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire du marché, les co-traitants ou les sous-traitants payés directement, le bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai.

#### 12.5 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

##### Pénalités de retard :

En cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées en application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 500$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité en EUR HT

R = nombre de jours calendaires de retard

V = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité.

Par dérogation au CCAG de référence, le montant des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Par dérogation au CCAG de référence, le titulaire est redevable de la totalité des pénalités dues.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-TIC, le titulaire est redevable de la totalité des pénalités dues.

## 15. Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution du marché, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans un délai de 15 jours à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

Dans le cas où le titulaire s'est engagé sur l'intervention d'une personne physique nommément désignée et que celle-ci n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, il doit en informer sans délai l'acheteur. Dans les 5 jours suivants cette notification à l'acheteur, le titulaire doit communiquer à l'acheteur le nom et le curriculum vitae d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes. Le remplaçant est réputé accepté si l'acheteur ne le récuse pas dans un délai de 10 jours à compter de la réception de cette proposition du titulaire. Si, dans ce délai, l'acheteur récuse le remplaçant de manière motivée, le titulaire dispose d'un nouveau délai de trente jours pour proposer un autre remplaçant.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de trois récusations successives motivées par l'acheteur, le marché peut être résilié pour faute du titulaire.

## 16. Litige

### 15.1 Règlement amiable des litiges

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

### 15.1 Juridiction compétente

Le présent marché est soumis au droit français.

Le tribunal administratif compétent est le tribunal administratif d'Orléans.

## 16. Dérogations au CCAG

Vous trouverez, ci-dessous, la liste récapitulative des dérogations au CCAG de référence.

Article du CCAP concerné	Article du CCAG dérogé	Commentaire
Article 12.5	Article 14	



# CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

## 1. Contexte

La DREAL Centre-Val de Loire (**DREAL CVL**), et la DREAL Nouvelle Aquitaine (**DREAL NA**) en tant que maîtres d'ouvrages d'un réseau radio de la société COMATIS pour la collecte des données hydro-météorologiques nécessaires à leurs Services de Prévisions des Crues (Loire-Allier-Cher-Indre pour la DREAL CVL : **SPC LACI** et Gironde-Adour-Garonne pour la DREAL NA : **SPC GAD**), mettent en œuvre des liaisons radio fixes entre stations de mesures et centres de concentration des données sur deux niveaux hiérarchiques :

- les cellules VHF de collecte des données aux stations qui utilisent des fréquences dans la bande des 80 MHz ;
- le réseau de transport vers les sites de concentration : backbone qui utilise des faisceaux hertziens 160 MHz.

Sur la partie amont des bassins de la Dordogne sur le territoire du SPC GAD, une vingtaine de stations ne sont pas collectées à ce jour par radio alors que toutes celles environnantes sur les deux SPC concernées le sont. Ces stations sont aujourd'hui, en termes de responsabilité, sous la gestion unique de la DREAL CVL : pôle de compétence 2 (hydrométrie), 3 (maintenance) et 4 (concentration) bien que sur le territoire du SPC GAD.

## 2. Objet du marché

### 2.1. Les spécificités du réseau radio de la DREAL

Les données collectées par le réseau radio servent à élaborer des prévisions pour anticiper les risques de débordement des principaux cours d'eau placés sous la surveillance de l'État. Les DREAL constituent donc à ce titre le premier maillon de toute la chaîne des services de sécurité civile mobilisés pour faire face aux inondations. Malgré un traitement en temps réel des mesures de l'évolution des niveaux d'eau et de pluie durant les périodes de crises, seules quelques heures d'anticipation sont garanties pour les enjeux les plus en amont sur les bassins versants, ce qui nécessite un niveau de disponibilité et de résilience du système de collecte accru. **En particulier ce système de collecte doit continuer à fonctionner par situations climatiques extrêmes lorsque tous les autres moyens de communication (GSM, téléphonie filaire, ADSL, LORA...) ont cessé d'être opérationnels.**

Le réseau radio opéré par les DREAL présente des singularités fortes pour s'adapter aux territoires et aux besoins spécifiques de la prévision des crues qu'il conviendra bien entendu de conserver à l'identique avec cette extension :

- Liaisons faisceaux hertziens 160MHz.
- Zone de couverture très étendue, avec des boucles de plus de 400 km. Les mesures sont réalisées en grande partie loin des villes (zones à protéger) généralement dans des territoires ruraux, localement montagneux et donc potentiellement dans des zones non ou mal couvertes par les moyens plus classiques de communication.

- Les volumes de données utiles à faire transiter par radio sont particulièrement faibles, quelques centaines d'octets toutes les 100s par station sachant que les réseaux comportent entre 200-400 stations de mesures sur chaque SPC qui sont collectées en parallèle sur différents canaux VHF. Les temps de collecte sont de l'ordre de 30 s pour l'ensemble des stations d'un même réseau. L'objectif reste d'être en capacité de faire des collectes au pas de temps de 1 à 5 minutes maximum.
- Concernant la disponibilité des données, il est essentiel que l'ensemble des outils et les moyens de communication radio utilisés par les DREAL restent parfaitement opérationnels durant ces périodes de crises, c'est-à-dire essentiellement des périodes qui concentrent les phénomènes suivants : pluie, neige, brouillard, vent, orages, événements climatiques violents. Ces phénomènes induisant du « fading » et pouvant nécessiter l'établissement (manuel ou automatique) de chemins de liaison de secours différents des nominaux.

On citera notamment quelques caractéristiques du réseau actuel pour atteindre ce niveau de service :

- Ce réseau radio de collecte est supervisé et possède plusieurs topologies dont certaines sont activables automatiquement pour garantir les acheminements des données sans dépendre du bon fonctionnement d'un site intermédiaire ;
- Les liaisons radio entre chaque site sont dimensionnées pour garantir une très forte disponibilité, meilleure que 99,99 % malgré des distances de transmission entre sites qui dépassent couramment 100 km et atteignent parfois 150 km. A noter que ce taux de disponibilité est indispensable surtout durant les périodes de crises ;
- Actuellement cette disponibilité est obtenue par des marges au seuil des liaisons élevées de l'ordre de 30 à 35 dB pour éviter que les affaiblissements et fluctuations des liaisons radio lors des phénomènes climatiques intenses ne provoquent un arrêt des transmissions (bande très étroite qui offre des débits très faibles mais permet des bilans de liaison élevés présentant des marges au seuil suffisantes, même avec des distances de transmission de 100 km et plus).

## 2.2. Description des prestations

L'objet de la présente étude est :

- d'analyser les modalités optimales de collectes de ces stations par l'un ou l'autre des backbones existants sur les deux DREAL (avec ou sans extension des points hauts existants). Toutes les options devront être analysées : collecte avec ou sans extension des backbones existants ou répartition de la collecte des stations entre les deux réseaux existants, en intégrant une sous-option qui consisterait à ne collecter par radio que les stations du sous-bassin de la Cère et de la Jordanne car jugées comme « prioritaire » dans le cadre du projet de couverture totale 2030 qui va intégrer notamment les bassins de l'agglomération d'Aurillac.
- Ces différentes options devront être
  - chiffrées : coût de l'évolution du backbone et coût du déploiement de la radio au droit des stations.
  - planifiées : macro planning pour les autorisations de fréquences, points hauts, puis dépliement au droit des stations (même si ce dernier point sera sans doute réalisé en régie).

La mise en œuvre de ces solutions devra être étudiée pour ces deux réseaux tant d'un point de vue technique (disponibilité de matériels dans ces fréquences, infrastructure nécessaire, taux de disponibilité...) que financier (coûts d'investissement et de fonctionnement). Il faudra notamment bien faire ressortir les fragilités potentielles des différentes options. En complément de la construction/location de nouveaux sites (à chiffrer), il sera sans doute également nécessaire de mettre à niveau un ou des sites existants par ajout d'antennes et/ou renforcement de pylône. Ces éventuelles évolutions devront bien entendu être intégrées dans le coût de ces évolutions.

Ainsi que décrit plus haut, une attention toute particulière devra être portée pour s'assurer de garantir les mêmes performances de taux de disponibilité (notamment une haute disponibilité même en présence de gouttes d'eau lors des épisodes pluvieux ou neigeux) et de chercher à limiter autant que possible les impacts sur les architectures en place.

La limitation des démarches administratives, particulièrement longues et chronophages au-delà des coûts quels engendreraient inévitablement, ne seront pas à négliger.

### **2.3. Description des éléments fournis au titulaire**

La liste et les coordonnées de l'ensemble des points hauts et stations (hydrométriques et pluviométriques) ainsi qu'une cartographie synthétique du réseau radio en place sur les territoires.

## **3. Pilotage et planning de l'étude**

### **3.1 Réunions**

Trois (3) réunions sont obligatoires :

- une réunion de démarrage lors de la notification du marché afin de s'assurer de :
  - la compréhension du besoin ;
  - l'appropriation des données d'entrée ;
  - la cohérence du planning au regard des délais;
- une réunion de suivi;
- une réunion finale de présentation des résultats.

Les réunions seront organisées sous la forme de visioconférence, auquel s'ajouteront des points téléphoniques en tant que de besoin.

Avant la réunion de présentation des résultats, un rapport provisoire sera fourni par le prestataire. Les DREAL transmettront leurs remarques au prestataire au plus tard une semaine après la présentation.

### **3.2 Délai**

Le délai d'exécution du marché est de 4 semaines à compter de la date de notification.

# ACTE D'ENGAGEMENT

Le présent marché a pour objet la réalisation d'une étude technique et financière de l'extension du réseau radio COMATIS de la DREAL Centre-Val de Loire et de la DREAL Nouvelle Aquitaine pour couvrir les stations de la Dordogne amont.

La procédure de passation est la procédure adaptée. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1, 1° du Code de la commande publique.

Il s'agit d'un marché à prix forfaitaires conformément à l'article R. 2112-6, 2° du code de la commande publique.

## 1. Engagement du titulaire ou du groupement titulaire

### 1.1 Identification et engagement du titulaire ou du groupement titulaire

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du présent marché public et conformément à leurs clauses,

☐ Le signataire

M / Mme	
Agissant en qualité de	

s'engage, sur la base de son offre et pour son propre compte ;

Nom commercial et dénomination sociale	
Adresse établissement	
Adresse siège social si différente	
Adresse électronique	
Numéro de téléphone	
Numéro de SIRET	
Code APE	
Numéro de TVA intracommunautaire	

engage la société ..... sur la base de son offre ;

Nom commercial et dénomination sociale	
Adresse établissement	
Adresse siège social si différente	

Adresse électronique	
Numéro de téléphone	
Numéro de SIRET	
Code APE	
Numéro de TVA intracommunautaire	

☐ Le mandataire

M / Mme	
Agissant en qualité de	

désigné mandataire :

- ☐ du groupement solidaire  
☐ solidaire du groupement conjoint

s'engage au nom des membres du groupement , sur la base de l'offre du groupement ;

Nom commercial et dénomination sociale	
Adresse établissement	
Adresse siège social si différente	
Adresse électronique	
Numéro de téléphone	
Numéro de SIRET	
Code APE	
Numéro de TVA intracommunautaire	

à exécuter les prestations demandées **aux prix indiqués dans l'offre financière annexée au présent document** ;

1.2 Nature du groupement et, en cas de groupement conjoint, répartition des prestations

Pour l'exécution du marché public, le groupement d'opérateurs économiques est :

- ☐ conjoint  
☐ solidaire

*Les membres du groupement conjoint indiquent dans le tableau ci-dessous la répartition des prestations que chacun d'entre eux s'engage à réaliser.*

Désignation des membres du groupement conjoint	Prestations exécutées par les membres du groupement conjoint
--	--

	Nature de la prestation	Montant HT de la prestation

### 1.3 Compte (s) à créditer

(Tableau à reproduire autant que de nombre de comptes)

Titulaire du compte	
Prestations concernées	
Domiciliation	
Code banque	
Code guichet	
N° de compte	
Clé RIB	
IBAN	
BIC	

En cas de groupement, le paiement est effectué sur :

- ☐ un compte unique ouvert au nom du mandataire ;  
☐ les comptes de chacun des membres du groupement suivant les répartitions indiquées en annexe du présent document

(Joindre un ou des relevé(s) d'identité bancaire ou postal.)

**Nota :** Si aucune case n'est cochée, ou si les deux cases sont cochées, le pouvoir adjudicateur considérera que seules les dispositions du CCAP s'appliquent.

## 2. Avance ([article R. 2191-3](#) ou [article R. 2391-1](#) du code de la commande publique)

Le candidat renonce au bénéfice de l'avance (cocher la case correspondante) :

- ☐ Non  
☐ Oui

**Nota :** Si aucune case n'est cochée, ou si les deux cases sont cochées, le pouvoir adjudicateur considérera que l'entreprise renonce au bénéfice de l'avance.

Désignation du cotraitant :

Nom :	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui
Nom :	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui
Nom :	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui
Nom :	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui

### 3. Durée

La durée du présent marché est fixé à 4 mois non reconductible.

Le délai d'exécution de la prestation est de 1 mois.

### 4. Signature du marché public par le titulaire individuel ou, en cas groupement, le mandataire dûment habilité ou chaque membre du groupement

**Attention**, si le soumissionnaire (individuel ou groupement d'entreprises) a présenté un sous-traitant au stade du dépôt de l'offre et que l'acte spécial concernant ce sous-traitant n'a pas été signé par le soumissionnaire ou membre du groupement et le sous-traitant concerné, il convient de faire signer ce DC4 par le biais du formulaire ATTRI2.

#### 4.1 Signature du marché public par le titulaire individuel :

##### ENGAGEMENT DU CANDIDAT

J'affirme (nous affirmons) sous peine de résiliation du marché à mes (nos) torts exclusifs que la (les) société(s) pour laquelle (lesquelles) j'interviens (nous intervenons) ne tombe(nt) pas sous le coup des interdictions découlant des articles L.2141-1 à L.2141-14 du Code de la commande publique.

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(\*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

#### 4.2 Signature du marché public en cas de groupement :

Les membres du groupement d'opérateurs économiques désignent, suivant ([article R. 2142-23](#) ou [article R. 2342-12](#) du code de la commande publique) :

Le mandataire

Nom commercial	
Dénomination sociale	

En cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement est (*cocher la case correspondante*) :

- ☐ conjoint  
☒ solidaire

Les membres du groupement ont donné mandat au mandataire, qui signe le présent acte d'engagement (cocher la ou les cases correspondantes) :

- ☐ pour signer le présent acte d'engagement en leur nom et pour leur compte, pour les représenter vis-à-vis de l'acheteur et pour coordonner l'ensemble des prestations ;  
(joindre les pouvoirs en annexe du présent document)
- ☐ pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché public ;  
(joindre les pouvoirs en annexe du présent document en cas de marché public autre que de défense ou de sécurité. Dans le cas contraire, ces documents ont déjà été fournis)
- ☐ ont donné mandat au mandataire dans les conditions définies par les pouvoirs joints en annexe.

Les membres du groupement, qui signent le présent acte d'engagement (cocher la case correspondante) :

- ☐ donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour les représenter vis-à-vis de l'acheteur et pour coordonner l'ensemble des prestations ;
- ☐ donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché public ;
- ☐ donnent mandat au mandataire dans les conditions définies ci-dessous :

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(\*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

**5. Identification et signature de l'acheteur.**

Désignation de l'acheteur :

**État - DREAL (Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Centre-Val de Loire)**



Nom, prénom, qualité du signataire du marché public :  
**M. Hervé BRULÉ, Directeur de la DREAL Centre-Val de Loire**

Comptable assignataire :  
**Direction Régionale des Finances Publiques du Centre –Val de Loire 6 avenue de Concyr -CS30013, 45 071  
ORLEANS Cedex 2.**

Imputation budgétaire : BOP 181-CENT

**ACCEPTATION DE L'OFFRE PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR**

La présente offre est acceptée.

A : ....., le .....

Signature